

## Algérie, les mémoires blessées de la guerre d'indépendance (Épisode 1/3)

En Algérie, les tortures des militaires français lors de la guerre hantent encore les esprits : « La France nous a tous trop fait souffrir »

Florence Beaugé

Le Monde, 7 juin 2026

**RÉCIT « Les mémoires blessées de la guerre d'indépendance » (1/3). Des rescapés des exactions de l'armée française lors du conflit pour la libération de l'ancienne colonie retracent leur histoire et celle de leurs proches, et se montrent résignés ou répugnent à l'idée d'une réconciliation avec la France.**



Sofiane Bakouri pour « Le Monde »

*Loin de se combler, le fossé s'est creusé des deux côtés de la Méditerranée depuis*

*le brusque réveil de mémoire sur la guerre d'Algérie, au début des années 2000. Les crises à répétition qui secouent Alger et Paris depuis 2024 alimentent rancœur et incompréhension en Algérie et ne laissent pas entrevoir de réconciliation durable. Florence Beaugé, journaliste qui a couvert l'Algérie pour Le Monde entre 2000 et 2010, est retournée dans le pays et nous décrit, dans une série en trois volets, l'étendue de cette incompréhension et de cette douleur.*

Elle avait trois rêves : mourir un 1<sup>er</sup> novembre, jour anniversaire du déclenchement de la guerre de libération de l'Algérie ; être enterrée près d'une ruelle « afin d'entendre bavarder les gens qui passent » ; et que l'on vienne un jour sur sa tombe lui dire tout bas : « Baya, tu as gagné ! Le monde entier sait enfin ce qu'ont enduré les femmes algériennes pendant les sept années de guerre

*contre l'armée française. »*

De ces trois vœux, seuls les deux premiers ont été exaucés. Baya Laribi, dite « Baya la Noire » en raison de la couleur de sa peau, est morte d'une crise cardiaque le 1<sup>er</sup> novembre 2017, à l'âge de 81 ans. Elle repose aujourd'hui dans le cimetière de Boufarik, une localité de la Mitidja, située à une trentaine de kilomètres d'Alger.

Les habitants se plaisent dans cette jolie petite ville datant de l'époque coloniale et le disent. Pas de barres d'immeubles en béton. Des façades embellies. Peu de paraboles aux fenêtres. Des arbres et de la verdure. Des nids de cigogne en quantité. Ici aussi, comme à Alger et ailleurs, l'effort de végétalisation entrepris ces dernières années est perceptible. En ce vendredi, jour de week-end musulman, l'atmosphère est détendue, et le cimetière Ben Dris se transforme en lieu de promenade familiale. Tandis que résonne le chant du muezzin, grands-mères en hidjab noir et petites filles en survêtement rose déambulent gaiement entre les tombes. Celle de Baya se situe le long d'une allée, comme elle l'avait souhaité.

Infirmière de formation, elle a 19 ans quand elle monte au maquis pour soigner ses « frères » de l'Armée de libération nationale. Un jour de décembre 1957, elle est capturée par l'armée française avec deux autres infirmières dans l'Est algérien. Toutes trois sont en train de convoier des maquisards blessés vers la Tunisie, à dos d'âne et sur des civières. Le petit groupe est escorté par trois moudjahidine (combattants) armés. Un échange de tirs a lieu. Un militaire français est tué. Les représailles sont immédiates.



La tombe de Laribi Taoumia, dite « Baya la Noire », à Boufarik (Algérie), le 10 mai 2026. Sofiane Bakouri pour « Le Monde »

Les captifs sont séparés, les hommes d'un côté, les femmes de l'autre. Les treize blessés et combattants sont allongés côte à côte, à même le sol. Vivants. Un véhicule blindé de l'armée roule alors sur les corps étendus. Baya et ses deux amies assistent à la scène. Ce crime de guerre a été commis dans la plaine de Meskiana, le jeudi 12 décembre 1957 par le 2<sup>e</sup> escadron du 16<sup>e</sup> régiment de dragons. L'historien Christophe Lafaye a pu reconstituer la scène et confirmer les propos de Baya Laribi en fouillant les archives militaires à Vincennes. Version officielle : les treize prisonniers sont morts « *dans le feu de l'action* ».

Baya, quant à elle, sera ramenée à Alger et passera d'un centre de détention à un autre, torturée et violée à de nombreuses reprises, notamment au palais Klein, un centre d'interrogatoires aussi connu que l'école Sarrouy et la villa Sésini, ainsi qu'au siège de la 10<sup>e</sup> division parachutiste. « *Ils écrasaient leurs cigarettes sur son corps. Son dos en a*

*toujours porté les traces, elle était le cendrier de ses bourreaux* », lâche, désabusée, sa sœur, Fatma Laribi. Avant de mourir, Baya avait-elle pardonné à la France ses souffrances passées ? « *Jamais ! Elle était pleine de bonté, pourtant. A Boufarik, tout le monde l'aimait. Mais la France l'a traumatisée à vie et nous a tous trop fait souffrir !* » répond sa sœur.



Fatma Laribi, la sœur de « Baya la Noire », avec un portrait de cette dernière pris le jour de sa mort. A Boufarik, le 10 mai 2026. Sofiane Bakouri pour « Le Monde »

Lui aussi venu faire un tour au cimetière Ben Dris, Karim, 40 ans, soutient que dans sa génération, « *il y a moins de rancœur* » que dans celle de ses parents. Il tient pourtant des propos d'une amertume sans fond : « *La France n'a jamais rien réussi, ni sa colonisation ni son immigration. Elle ne sait pas se comporter avec les étrangers, ni chez eux, ni chez elle, assène-t-il. En fin de compte, c'est sa punition mais c'est aussi ma consolation !* » Espère-t-il une reconnaissance solennelle de la part de la France des exactions commises, accompagnée d'excuses ? « *Oui,*

*ça aiderait, mais jusqu'où sera-t-elle prête à avouer tous ses crimes et ses mensonges ?* », demande-t-il, avant de citer le cas de deux de ses oncles exécutés par l'armée française, trois mois avant la date officielle de leur condamnation par un tribunal militaire. Sait-il au moins que la France a accompli quelques pas, ces dernières années, en matière de mémoire et de responsabilité ? « *Je me souviens que Macron a fait un geste pour Maurice Audin [mathématicien français].* » Et pour l'avocat Ali Boumendjel ? Et le dirigeant du FLN Larbi Ben M'Hidi ? « *Non, je ne suis pas au courant* », dit-il, avant de lâcher : « *Macron, c'est pas ça. Chirac, c'était mieux !* »

A 400 kilomètres de là, Selim Ben Amira revient pour la première fois sur le lieu de ses supplices, la ferme Ameziane de Constantine. En mars 1958, ce jeune apprenti tôlier a 15 ans lorsqu'il est pris dans une rafle menée par l'armée française. Un voisin soupçonné de collaboration vient d'être assassiné. Selim Ben Amira n'y est pour rien, mais il a assisté à la scène. Pendant deux semaines, l'adolescent va subir toutes sortes de tortures, à l'eau et à l'électricité, notamment. Les autres, il préfère ne pas en parler.

Pour affronter l'épreuve d'aujourd'hui, Selim Ben Amira est accompagné d'un ami, ancien membre de l'Armée de libération nationale, Mohamed El Babori, qui lui sert de traducteur. « *C'est dans une baignoire comme celle-là, mais bien plus grande, que j'ai été plongé pendant mes interrogatoires. L'eau était emplie – excusez-moi de vous le dire – d'urine et d'excréments* », dit-il soudain d'une voix blanche en désignant une cuve en ciment, à l'écart, au milieu des herbes folles.



Selim Ben Amira, combattant rescapé du centre de torture de la ferme Ameziane, à Constantine (Algérie), le 6 mai 2026. Sofiane Bakouri pour « Le Monde »



Selim Ben Amira devant l'un des bassins qui servait à torturer les prisonniers pendant la guerre d'Algérie, à Constantine (Algérie), le 6 mai 2026. Sofiane Bakouri pour « Le Monde »

Tout en continuant sa tournée de la ferme, sous le chant presque incongru des oiseaux, Selim Ben Amira se souvient : « *On était une centaine de prisonniers de tous âges. Il y avait des jeunes comme moi, mais aussi des vieillards. Et des femmes.* » Il s'arrête et reprend : « *C'était vraiment terrible pour les femmes. Terrible...* »

Les geôliers opéraient un tri avant d'interroger les détenus. La salle 5, c'était la pire, « *pour ceux qui étaient dits "irré récupérables"* ». La 4 était destinée à ceux qui pouvaient espérer une éventuelle libération. Dans telle autre pièce, située un peu en contrebas, on entassait les prisonniers à 20 ou plus et on ouvrait en grand un tuyau d'eau froide. Les captifs passaient ainsi la nuit à moitié immergés, par des températures parfois glaciales... Ici, dans ce bâtiment délabré, et là-bas, au bout de l'allée caillouteuse, se trouvaient des niches à chiens. On y enfermait un ou plu-

sieurs détenus, attachés avec une laisse ou une chaîne autour du cou, des heures, parfois des jours durant...

A l'intérieur de la bâtisse, on distingue encore de gros trous dans les murs. « *On y glissait des barres de fer au-dessus des baignoires. Nous étions attachés dessus, genoux pliés, comme des poulets sur une broche. A chaque fois que la barre tournait, notre tête plongeait dans l'eau. Si on levait un doigt, ils arrêtaient la noyade.* » Selim Ben Amira poursuit son récit, la voix étranglée : « *Là-bas [à une centaine de mètres], se trouvait la carrière de Chettaba. C'est là qu'on exécutait les irré récupérables.* »

Lui et son ami attendent-ils quelque chose de la France aujourd'hui ? « *Qu'elle nous respecte ! Autrefois, nous étions des "indigènes" et des "autochtones" ! Aujourd'hui, on continue de nous traiter de "fellaghas" [com-*

battants]. *Mais nous étions des résistants, comme les Français l'étaient sous l'occupation allemande* », répondent-ils d'une même voix. Des excuses aideraient-elles à cautériser les plaies ? L'un et l'autre haussent les épaules, sceptiques. « *Pourquoi pas, mais en France, on va encore prétendre qu'on a réclamé une repentance, soupire Mohamed El Babouri. Nous n'avons jamais demandé ça. Des excuses n'ont rien à voir avec une repentance.* »

## Bombes humaines

Louhal Moussa, 82 ans, Frik Mohamed, 88 ans, et Fodhil Salah, 89 ans, sont des rescapés de la grotte d'Ouchetouh. Le 22 mars 1959, l'armée française opère un ratissage dans les environs d'Aïn Tinibaouine, une localité située à une quarantaine de kilomètres de Batna, à l'est d'Alger, en plein massif des Aurès. Pris de panique, redoutant de nouveaux bombardements au napalm, les villageois se précipitent dans cette grotte. Voilà des années qu'elle sert de cache aux maquisards. Un centre de soins y a été installé, de même que des machines à coudre pour confectionner des uniformes aux combattants de l'Armée de libération nationale.

L'armée française, elle, ne connaît pas ce refuge difficile d'accès, situé dans un profond canyon. Repérée par avion, la grotte va être assiégée pendant vingt-quatre heures. Les militaires ont pris soin de s'équiper de masques à gaz. Dans un premier temps, des grenades sont lancées. Mais la cache souterraine est longue de plusieurs cavités reliées entre elles par des galeries. Des chandelles de gaz sont

alors lancées à l'intérieur, libérant « *des fumées noires, bleues et blanches* ». Les plus âgés et les plus fragiles des villageois meurent aussitôt. Les plus jeunes résistent en protégeant leur visage avec des chiffons imbibés d'urine.

Deux d'entre eux, El Abassi Messaoud et Mezghich Messaoud, sortent de la grotte en rampant. Ils sont immédiatement attrapés. Les soldats leur donnent l'ordre de retourner sur leurs pas et de convaincre les réfugiés de sortir. « *Vous aurez tous la vie sauve* », leur promet-on. Sur leurs épaules, des sacs à dos chargés d'explosifs leur sont attachés, reliés aux militaires français par des fils. Il est environ 14 heures. El Abassi Messaoud et Mezguich Messaoud crient en approchant de leurs compagnons. Ils savent ce qui les attend : on les a transformés en bombes humaines. A peine ont-ils pénétré dans la grotte que les charges explosives sont actionnées à distance, ajoutant au massacre. Parmi les victimes, le père et les deux frères de Fodhil Sarah. Tous sont « *enflés, comme gorgés d'eau, et tout bleu* ».

Bilan : 118 morts, des civils en grande majorité. Asphyxiés ou tués par l'explosion. Au cours de la nuit, certains reprendront connaissance et réussiront à se glisser hors de la grotte par un interstice. L'un de ces trois rescapés se souvient avoir entendu un militaire dire tout haut à ses copains : « *Laissez-les, de toute façon, ils vont mourir. Ce gaz ne pardonne pas.* »

Quel regard portent-ils sur la France aujourd'hui ? « *Le temps est passé, nous avons obtenu notre liberté. Maintenant, chacun fait sa route, je n'ai que cela à dire* », lâche Fod-

hil Sarah. « *Je ne veux plus entendre parler de la France. Ni même boire de son eau ! C'est trop tard pour un pardon* », assène Louhal Moussa, tout en tentant d'atténuer ses propos par un large sourire. Frick Mohamed, quant à lui, est amer. Ni lui ni aucun des survivants de la grotte n'a reçu le titre d'ancien combattant du côté algérien, encore moins de pension. « *On a fait notre devoir, mais on n'a pas eu droit à la moindre reconnaissance* », soulignent-ils. Et du côté fran-

çais, c'est le silence. S'il n'y avait pas eu, en 2025, le film documentaire de Claire Billet et Christophe Lafaye, *Algérie, sections armes spéciales*, qui, dans le grand public, saurait aujourd'hui que la France a utilisé à grande échelle des armes chimiques en Algérie ? Des armes pourtant interdites par la convention de Genève, qu'elle avait ratifiée.

**Florence Beaugé**

*Alger, Batna, Constantine, envoyée spéciale*